

Nombre de conseillers :	56
En exercice :	56
Présents	37
Votants par procuration	16
Absents	3
Ne prennent pas part au vote	0
abstentions	0
Total des votes	53

#### 4. Fonction publique

##### 4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six juin à 19h00, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Pont-Audemer Val de Risle, légalement convoqués en date du vingt juin 2023 se sont réunis, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Courel.

**TITULAIRES PRESENTS** : Mme DE ANDRES, M. BOUCHER, Mme DA SILVA, M. BISSON, Mme GILBERT, M. LEROY, M. BOUET, M. BONVOISIN, M. HANGARD, Mme DUONG, M. LAMY, M. CALMESNIL, M. MARIE, Mme CLUZEL, M. DARMOIS, M. CANTELOUP, M. GAUTIER, M. TIMON, Mme DUTILLOY, Mme ROSA, Mme LOUVEL, M. BEAUDOUIN, M. BURET, Mme MONLON, M. LEFRANCOIS, M. VALLEE, M. MORDANT, Mme BOQUET, Mme BINET, M. SWERTVAEGER, M. COUREL, M. SENINCK, M. RUVEN, M. PLATEL, M. SIMON, M. LEGRIX, Mme BOURNISIEN

**TITULAIRES EXCUSES** : M. FOURNIER, M. GIRARD, Mme ROULAND, Mme DEFLUBE, M. DUMESNIL, M. TIHY, M. BARRE, Mme DUVAL, Mme CABOT, M. DUCLOS, Mme QUESNEY, M. AUBE, M. ROBILLOT, M. DOUYERE, M. BLAS, M. BAPTIST

**SUPPLEANTS PRESENTS** : M. LEMBOUCHER

**PROCURATIONS** : M. FOURNIER à M. VALLEE, M. GIRARD à M. SIMON, Mme ROULAND à M. BISSON, Mme DEFLUBE à M. BOUET, M. DUMESNIL à M. LEMBOUCHER, M. TIHY à Mme DE ANDRES, M. BARRE à M. COUREL, Mme DUVAL à Mme ROSA, Mme CABOT à M. BURET, M. DUCLOS à M. TIMON, Mme QUESNEY à M. DARMOIS, M. AUBE à Mme LOUVEL, M. ROBILLOT à M. MARIE, M. DOUYERE à Mme BINET, M. BLAS à Mme BOURNISIEN, M. BAPTIST à M. BOUCHER

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. BOUCHER

### DEL\_0079\_2023\_Recours au bénévolat

Dans le cadre de certaines activités, certains projets menés au sein de la Collectivité, il peut être envisager de faire appel, pour assurer le bon fonctionnement du service, notamment, à un ou des bénévole(s) afin d'assurer des missions préalablement validées.

Dans ce cadre, il est rappelé qu'une convention est nécessaire (modèle joint à la présente délibération, celle-ci devra être dûment complétée et signée des deux parties, aucune intervention ne pourra être réalisée sans signature d'une convention au préalable).

Cette convention intègre les modalités de collaboration entre le ou les bénévole (s) et la Collectivité.

Le bénévole est celui qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective à un service public dans un but d'intérêt général soit conjointement avec des agents publics, soit sous leur direction, soit spontanément. Le bénévole doit intervenir de manière effective, justifiée et en sa qualité de particulier.

*Aussi, et au regard de ce qui précède,*

**VU** le code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L 1111-1, L 1111 – 2, L2121 – 12 et L2121-29.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'avoir recours au bénévolat dans les conditions susmentionnées;

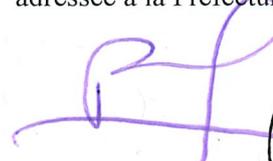
*Le Conseil Communautaire,  
Après en avoir délibéré  
A l'unanimité,  
Décide,*

- **D'APPROUVER** le recours au bénévolat dans le cadre d'activités ou projets validés,
- **D'APPROUVER** le modèle de convention à compléter dans le cadre de chaque intervention d'un bénévole,
- **DE DONNER** tout pouvoir au Président ou son représentant pour signer les documents et actes afférents à cette décision

Pont-Audemer, le 26 juin 2023

le Président

qui certifie que la présente délibération a été  
adressée à la Préfecture de l'Eure



Francis COURET





## Article 5 : Lieu de travail

Le bénévole travaille dans les locaux de la collectivité employeur actuellement situé :

Le bénévole pourra être amené à se déplacer en fonction des nécessités de services liées à ses fonctions. Tout déplacement fera l'objet d'un ordre de mission qui en fixera le lieu, la durée et l'objet. Le remboursement des frais supportés à cette occasion sera effectué, conformément aux dispositions du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

## Article 6 : Rémunération

Le bénévole ne peut prétendre à aucune rémunération de la part de la collectivité pour les missions qu'il remplit à ce titre.

## Article 7 : Engagements réciproques

Le bénévole s'engage à :

Respecter le règlement intérieur de la collectivité,  
Disposer des habilitations et qualifications requises et respecter la réglementation en vigueur du domaine d'activité dans lequel il intervient. En cas de non-respect, la collectivité ou l'établissement sera fondé de mettre fin immédiatement à la collaboration, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales en cas d'infraction,  
Etre présent de manière régulière et à l'heure. En cas d'absence, il devra prévenir l'agent de la collectivité ou l'établissement référent ou l'autorité territoriale (*le cas échéant*) au moins une semaine à l'avance pour permettre son remplacement,  
Respecter les consignes données par l'autorité territoriale et/ou l'agent de la collectivité,  
Montrer un comportement respectueux de l'individu et du matériel mis à sa disposition (ranger les locaux utilisés pendant son activité),  
Participer, si possible, aux réunions ponctuelles de coordination et de bilan afin de permettre le suivi du dispositif,

La collectivité s'engage à :

Mettre à disposition les locaux et le matériel nécessaire pour permettre au bénévole de mettre en place son activité.

Assurer la coordination du dispositif par le biais d'un agent référent: préciser le nom de l'agent référent.

Associer le bénévole à la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet.

## Article 8 – Droits et obligations

Le bénévole est soumis pendant toute la période d'exécution de la présente convention aux droits et obligations applicables aux agents du service public (laïcité, neutralité, probité, dignité, etc.)

Le collaborateur bénévole s'engage à respecter le règlement intérieur de la collectivité, ainsi que la réglementation du domaine d'activité dans lequel il intervient. En cas de non-respect, l'autorité territoriale de la collectivité se réserve le droit de mettre fin à l'intervention du collaborateur bénévole et ce sans délai.

Durant l'exercice de sa mission, le bénévole s'engage à respecter les consignes et instructions données par le ou les responsables du service au sein duquel il intervient. Il s'engage également à la discrétion concernant les missions qu'il exerce et adoptera un comportement approprié en présence du public.

Le collaborateur bénévole peut prétendre au remboursement de ses frais éventuels dus au service public dans les conditions réglementaires relatives aux modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents municipaux.

## Article 9 – Assurances :

Dans le cadre de son contrat d'assurance responsabilité-multirisques, la Collectivité garantit le bénévole sur l'ensemble des points suivants pendant toute la durée de sa collaboration (*à adapter en fonction du contrat souscrit*) :

- Responsabilité civile ;
- Défense ;
- Indemnisation de dommages corporels ;
- Assistance

Le bénévole devra justifier de la souscription d'une garantie responsabilité civile et transmettre à la collectivité ou l'établissement une attestation d'assurance le jour de la signature de la présente convention.

#### **Article 10 : Résiliation :**

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, ou pour toute nécessité d'intérêt général ou relative à l'ordre public, l'autorité territoriale se réserve le droit d'y mettre fin à tout moment et sans préavis par lettre recommandée adressée au collaborateur

Le co-contractant devra le cas échéant, informer l'autorité territoriale de son intention de cesser sa collaboration par courrier ou courriel simple en respectant le préavis d'une durée de (*définir un préavis court de quelques jours*)

#### **Article 11 : Contentieux**

Les litiges individuels nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution ou la rupture peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de ROUEN, dans un délai de deux mois à compter de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

#### **Article 12 : Contrôle de légalité**

La présente convention n'est pas transmise au représentant de l'Etat dans le département<sup>1</sup>

Fait à Pont-Audemer

Le \_\_\_\_\_, en double exemplaires

Le bénévole

*signature*

Le Président

*signature*

(*Nom-prénom*)

Francis COUREL

---

<sup>1</sup> Article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales)